puissance ont été modifiés par la nouvelle conjoncture. Dans ces conditions, le système international des cinq puissances proposé par M. Kissinger semble, même à titre de modèle théorique, moins convaincant qu'il y a deux ans. Au départ même, il était très douteux que l'Europe de l'Ouest et le Japon (la première n'ayant pas de gouvernement central, le deuxième étant dépourvu de force nucléaire, et ni l'un ni l'autre n'ayant d'engagements d'ordre mondial sauf au point de vue économique) aient qualité d'agir comme centres mondiaux de décision. Or, voilà que la valeur même de l'infrastructure économique de l'Europe de l'Ouest et du Japon a été mise en doute. Le Japon dépend presque entièrement de l'étranger pour son approvisionnement en produits énergétiques et alimentaires, et la dépendance de l'Europe de l'Ouest demeurera considérable malgré l'exploitation des pétroles de la mer du Nord. Il s'ensuit que ces deux éventuels centres de puissance mondiale sont à la merci des fluctuations de prix, de l'inflation et des problèmes de la balance des paiements, sans parler des désorganisations d'inspiration politique provoquées par des fournisseurs étrangers ou certains États maritimes. S'il est vrai, selon la définition de Ranke, que la grande puissance est celle qui est en mesure de se passer de l'aide de puissances étrangères, force nous est de reconnaître que ces deux sociétés vulnérables n'ont pas l'étoffe voulue. Il convient toutefois de noter que cette même vulnérabilité pourrait, assez paradoxalement, contraindre les Européens et les Japonais à vaincre leur répugnance à s'engager politiquement dans des régions comme le Moyen-Orient ou l'Afrique, aux fins d'obtenir les matières premières dont ils ont besoin.

Système de trois puissances

Le modèle d'un système international de trois puissances, qui pourrait se défendre des points de vue stratégique, politique et idéologique, semble être renforcé par la physionomie de la production minière. Les États-Unis, l'URSS et la Chine ont des économies plus autarciques que d'autres candidats au statut de superpuissance, la Chine possédant sur ce plan une plus grande autonomie que toutes les grandes ou les movennes puissances. Néanmoins, ces trois États ont eux aussi leurs déficiences en matière de produits de base. La Chine et l'Union soviétique dépendent de l'étranger pour leurs céréales, et il est douteux que les États-Unis puissent combler leur déficit de produits énergétiques d'ici 1980. Même en déployant les plus grands efforts, les États-Unis ne sauraient satisfaire plus de 75 ou 80 pour cent de leurs besoins d'énergie à partir de leurs propres ressources. Quant à l'Union soviétique, son manque de céréales s'explique par des échecs sur le plan tant de la gestion que de la motivation. Comme il ne s'agit pas d'un manque de ressources, la réforme des méthodes pourrait offrir une solution.

Dans le tableau suivant, les pays sont classés d'après leur production de 17 minéraux-clés. On y utilise trois critères distincts, soit le nombre de fois qu'un État s'est classé parmi les dix plus importants producteurs mondiaux, le pourcentage de la production mondiale et la valeur globale de la production minière de chaque pays.

Ce tableau révèle que les États-Unis et l'URSS occupent respectivement les premier et deuxième rangs selon les trois critères, alors que la Chine se classe entre les quatrième et sixième rangs, compte tenu du fait qu'elle aurait peut-être un classement supérieur si nous disposions de données plus précises.

Le deuxième fait important à noter est le relâchement de la cohésion au sein des deux principaux blocs économiques, malgré la suprématie incontestée des deux pays qui les dominent. Au sein du Comecon, la règle voulant que les pays membres effectuent plus de la moitié de leurs échanges avec d'autres membres du bloc a été abandonnée en pratique. La balance commerciale de la Pologne avec les États hors du Comecon est actuellement supérieure à la valeur de ses échanges avec ses partenaires communistes. D'autres membres du Pacte de Varsovie suivront probablement cet exemple. La tendance pourrait même s'accentuer si l'Union soviétique n'était plus en mesure de combler les besoins en énergie de ses alliés de l'Europe de l'Est. Cela pourrait se produire dans dix ans, ce qui forcerait les Européens de l'Est à s'approvisionner hors du bloc soviétique.

A l'Ouest, l'effondrement du système monétaire traditionnel, comparable à une révolution copernicienne dans l'univers financier, a enlevé au dollar américain sa position dominante. On s'est en outre rendu compte au plus fort de la crise de l'énergie que les Etats-Unis seraient incapables, en cas d'urgence, d'approvisionner indéfiniment leurs alliés à même leurs propres ressources, et que leur puissance militaire et diplomatique ne serait peut-être pas de taille à garantir d'autres sources d'approvisionnement. Les alliés des États-Unis devront donc se ménager la possibilité de marchés et d'accords spéciaux avec les fournisseurs de pétrole, même si une telle pratique va à l'encontre des objectifs et des démarches de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.